

CHANGEMENT CLIMATIQUE, ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

# LE CLIMAT: UN SUJET À RISQUE SUR LE PLAN ÉLECTORAL

Les dernières élections l'ont montré : tout le monde veut lutter contre le changement climatique, mais personne ne veut mettre la main à la poche

**Christopher Gatz**  
Septembre 2019



Si la lutte contre le réchauffement climatique est devenue un enjeu politique majeur pour une grande partie de la population, la taxe carbone demeure un sujet extrêmement sensible politiquement.



Impopulaire, la taxe carbone ne peut être acceptée que si elle est maintenue à un niveau modéré et intégrée à une réforme fiscale globale.



En complément de l'introduction progressive d'une taxe carbone modérée, la meilleure solution consiste en un large éventail de mesures qui doivent donner à la population des perspectives positives et concrètes.

CHANGEMENT CLIMATIQUE, ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

# LE CLIMAT: UN SUJET À RISQUE SUR LE PLAN ÉLECTORAL

Les dernières élections l'ont montré : tout le monde veut lutter contre le changement climatique, mais personne ne veut mettre la main à la poche

La lutte contre le changement climatique, loin d'être un sujet marginal, se trouve de plus en plus au cœur des débats politiques à l'échelle internationale. Véritable enjeu des dernières élections européennes, nationales et régionales de ces derniers mois, la protection du climat a détrôné d'autres questions controversées comme la migration ou la justice sociale. En Allemagne, le gouvernement et l'opposition cherchent ainsi à mettre en œuvre une nouvelle politique globale pour ralentir le changement climatique.

La question la plus controversée est celle de l'introduction d'une taxe carbone. L'objectif : augmenter le coût des émissions de CO<sub>2</sub> pour les faire diminuer. Cette taxe est facile à mettre en place et a un véritable effet incitatif sans pour autant impliquer une intervention excessive de l'État dans l'économie. Par ailleurs, certaines personnalités politiques voient en la taxe carbone un thème qui leur permettra de gagner les prochaines « élections climatiques ». Or, c'est plutôt l'effet inverse qui risque de se produire, comme l'ont montré les expériences de différents pays. Si les électeurs revendiquent haut et fort une meilleure protection du climat, ils ne sont toutefois pas prêts à mettre la main à la poche. Lorsqu'on regarde la situation dans les pays étrangers, on est plutôt tenté de conclure qu'un programme politique prévoyant une augmentation des coûts est, du fait des oppositions qu'il suscite, synonyme de défaite électorale.

Dernier exemple en date : les élections parlementaires australiennes en mai. Les sondages d'opinion ont montré que la lutte contre le réchauffement climatique était l'une des priorités de ces élections. Le parti d'opposition travailliste a présenté un « paquet climat » global qui prévoyait notamment le retour de la taxe carbone abandonnée en 2014. Le parti libéral conservateur du Premier ministre Scott Morrison proposait quant à lui une politique climatique qui était à l'exact opposé, la promesse étant de ne pas sortir du charbon et même d'ouvrir de nouvelles mines de charbon. Bien que caracolant en tête des sondages depuis des mois, le parti travailliste enregistra pourtant une défaite inattendue : son programme avait convaincu les citoyens des classes aisées mais pas les électeurs des zones rurales, qui craignaient une hausse des coûts et du chômage. Et ce alors que les effets du changement climatique – vagues de chaleur et sécheresse – étaient déjà ressentis dans tout le pays.

L'exemple de la France invite lui aussi à la prudence. La taxe carbone y a été introduite en 2014 par l'ancien gouvernement socialiste. Lorsque le président Macron a souhaité l'augmenter à l'automne 2018, les violentes manifestations des « gilets jaunes » ont éclaté, en conséquence de quoi l'augmentation de la taxe a été reportée. À l'instar de l'ancien gouvernement socialiste, qui a souffert d'une impopularité sans précédent, Emmanuel Macron a vu, du fait de ces manifestations, sa cote de popularité atteindre son niveau le plus bas.

Au Canada, l'introduction d'une taxe carbone par le gouvernement, il y a quelques années, a produit des résultats mitigés. Les provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britan-

nique avaient déjà mis en œuvre des réglementations similaires en 2007 et 2008. D'autres provinces les avaient suivies si bien qu'en 2018, 80 % des Canadiens vivaient dans une province qui prélevait une taxe carbone... jusqu'à ce que l'opposition conservatrice fit de cette taxe un enjeu électoral et gagnât les élections en juin 2018. Peu de temps après, la taxe a été abolie, puis la tarification du CO<sub>2</sub> est devenue un enjeu électoral dans d'autres provinces. L'Alberta a ainsi mis fin à son système de tarification et d'autres provinces tentent d'empêcher son introduction. Dans le cadre des élections fédérales actuelles, le Premier ministre Justin Trudeau, désireux de gagner en crédibilité sur le plan de la politique climatique, a adopté une tarification du carbone nationale. Ce système prévoit d'accorder un remboursement forfaitaire à tous les ménages afin de mieux faire accepter la taxe. Dans de nombreux sondages, le gouvernement est pourtant devancé par le parti d'opposition conservateur, qui est opposé à la taxe carbone. L'issue de ces élections est incertaine.

Citons enfin l'exemple de l'Irlande : en 2010, dans le cadre de la politique de sauvetage de l'euro, le gouvernement alors composé de conservateurs et de sociaux-démocrates avait introduit une taxe carbone pour assainir les finances publiques. Les deux partis en ont fait les frais lors des élections parlementaires qui ont suivi. C'est le parti travailliste qui a été le plus durement touché, avec une perte de plus de 12 % des voix.

Il y a bien sûr des contre-exemples : la taxe carbone fonctionne très bien, sans être contestée, dans de nombreux pays. C'est le cas notamment des pays scandinaves qui ont mis en place cette taxe au début des années 1990, et l'ont augmentée depuis. Les résultats leur ont donné raison : malgré leur croissance économique, ces pays ont réduit leurs émissions de CO<sub>2</sub>. Notons toutefois que la taxe carbone y a été introduite dans le cadre de réformes fiscales de grande ampleur qui prévoyaient en contrepartie la suppression d'autres impôts impopulaires. Le climat politique de l'époque était par ailleurs différent. Il n'y avait pas encore de débats, ou tout du moins pas autant, sur les inégalités de revenus et l'érosion de la classe moyenne, comme c'est le cas depuis la crise financière mondiale en 2008.

Il se peut que la tarification du carbone, intégrée à une réforme fiscale globale, soit même passée inaperçue chez certains. La nouvelle Première ministre danoise, Mette Frederiksen, a mis en avant lors de la dernière élection – qu'elle a remportée – sa volonté de renforcer la lutte contre le réchauffement climatique. Elle s'est concentrée sur une augmentation des investissements sans faire explicitement campagne pour une hausse de la taxe carbone.

La Suisse est souvent citée en exemple quand on parle de mise en place efficace de la taxe carbone. Introduite en 2008 dans le pays, elle a depuis été augmentée plusieurs fois sans que cela soit contesté. Deux tiers des recettes fiscales sont redistribués à la population et un tiers est dédié à des mesures d'isolation des bâtiments. Les experts s'accordent à dire que ce type de démarche facilite l'accepta-

tion de la taxe carbone. A y regarder de plus près, le modèle suisse ne saurait toutefois satisfaire les défenseurs ambigus de l'environnement. En effet, la taxe vise principalement le domaine du chauffage et n'inclut pas la mobilité ni l'électricité. En Suisse, l'essence est au même prix qu'en Allemagne.

À 96 francs suisses par tonne de CO<sub>2</sub>, la taxe carbone est bien loin des 180 euros par tonne revendiqués par les manifestants du mouvement Fridays for Future (c'est également le cas dans les pays scandinaves). Par ailleurs, le développement de la taxe carbone, soumis en 2015 à votation populaire, a été refusé, enregistrant le deuxième plus mauvais score obtenu lors d'une votation populaire en Suisse. 92 % des votants ont rejeté la proposition de remplacement de la TVA par une taxe carbone globale.

Ces échecs de la lutte contre le changement climatique dans les urnes ne sont bien entendu pas imputables à la seule taxe carbone. En Australie, le parti travailliste était représenté par un candidat fragile. En France, avant d'annoncer la hausse de la taxe carbone, Emmanuel Macron avait supprimé l'impôt sur la fortune, une mesure qu'une grande partie de la population jugeait injuste. De plus, le vent a tourné entre-temps et la taxe carbone a gagné en popularité.

Ce n'est cependant pas le cas en Allemagne : si la majorité de la population estime que le changement climatique est un problème majeur auquel il est nécessaire de s'attaquer, notamment via la mise en place d'une réforme fiscale écologique, aucune majorité ne se dégage sur la question plus précise de la taxe carbone, quand bien même celle-ci serait couplée à la diminution d'autres impôts. 62 % des personnes interrogées se déclarent opposées à la taxe carbone et 34 % y sont favorables. Rien d'étonnant à ce que la promesse de réduction d'impôts en contrepartie de la taxe carbone ne suffise pas à convaincre : comment être sûr que les allègements compenseront totalement cette hausse de la fiscalité ? Mieux vaut alors ne pas introduire de taxe. C'est en tout cas ce que semblent penser de nombreux électeurs.

À l'instar de la taxe carbone, d'autres dépenses et impôts proposés en vue de lutter contre le changement climatique sont impopulaires : c'est notamment le cas du projet de péage pour voitures et du plan d'investissement de 100 milliards d'euros des Verts, que beaucoup jugent trop onéreux. Seule l'augmentation des prix des voyages en avion fait consensus. Rien de surprenant car une grande partie de la population ne voyage pas ou que rarement en avion. La majorité de la population allemande place ses espoirs dans l'innovation technologique, laquelle permettrait de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Cette opinion, qui peut sembler naïve ou apparaître comme une solution de facilité, doit toutefois être prise en compte s'il on veut rassembler une majorité autour d'un projet de politique climatique efficace.

Il n'existe pas de solution simple au problème du changement climatique. La meilleure solution est probablement d'utiliser un large éventail de mesures. Une taxe carbone globale, qui s'appliquerait aux dépenses d'électricité, de chauffage et de mobilité, sera difficile à faire accepter. Le meilleur moyen de mettre en place une taxe serait de suivre l'exemple de la Suisse, à savoir couvrir seulement une partie des émissions, redistribuer les recettes fiscales et augmenter la taxe progressivement. Mais cela ne suffira pas. Cet impôt partiel devra s'accompagner d'autres mesures offrant à la population des perspectives positives. Par exemple, le consensus négocié en Allemagne sur le charbon, très critiqué, présente un atout qui n'est pas apprécié à sa juste valeur : il met au premier plan un objectif très populaire, à savoir la sortie du charbon. En comparaison, le terme de « taxe carbone » met l'accent sur une méthode très impopulaire : la hausse des impôts.

Il convient également de parvenir à un consensus dans d'autres domaines, par exemple celui de la mobilité, en œuvrant pour la fin des moteurs thermiques. Les consensus de ce type ont l'avantage de laisser entrevoir des investissements importants dans un avenir meilleur et plus respectueux de l'environnement et de constituer des incitations positives plutôt que négatives. Un consensus sur la mobilité pourrait par exemple prévoir le déploiement sur tout le territoire de bornes de recharge, une diminution du prix et des horaires plus adaptés des transports publics, une prime à la casse pour les voitures diesel ainsi qu'un investissement significatif dans la recherche et l'innovation technologique. Ce sont des projets concrets de ce type (et pas uniquement le fait d'annoncer des sommes d'argent considérables) qui pourraient nous réconcilier avec la lutte contre le changement climatique.

Ces réponses ne satisferont probablement pas les sympathisants du mouvement Fridays for Future. Mais nous devons regarder la réalité en face : dans les pays occidentaux, l'augmentation de la taxe carbone n'est soutenue que par une petite partie de la population. La majorité, elle, reste sceptique. Les partis politiques de centre gauche qui proposent la mise en place globale d'une taxe carbone élevée courent indirectement le risque de faire le jeu des populistes de droite et, ce faisant, de favoriser les conditions d'un dangereux retour en arrière dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Cet article a été publié par le IPG-Journal sous le titre « **Klima als Verliererthema** – Ein Blick auf die jüngsten Wahlen zeigt: Die Menschen wollen Klimaschutz, aber nicht dafür bezahlen. »

<https://www.ipg-journal.de/rubriken/nachhaltigkeit-energie-und-klimapolitik/artikel/klima-als-verliererthema-3638/>

## L'AUTEUR

**Christopher Gatz** est conseiller au département d'analyse politique internationale de la Fondation Friedrich-Ebert.

## EDITEUR

Friedrich-Ebert-Stiftung | 41 bis, bd. de la Tour-Maubourg  
75007 Paris | France

[www.fesparis.org](http://www.fesparis.org)

Contact:

[fes@fesparis.org](mailto:fes@fesparis.org)

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie : la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

Scherrer, Peter; Kowalsky, Wolfgang

### **Pour ou contre l'Europe? Là n'est pas la question**

Les élections européennes ne sauraient être l'arène dans laquelle s'affronteront pro- et anti-européens

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/15194.pdf>

Schroeder, Wolfgang

### **En finir avec l'indignation et réformer**

Ce que doit aujourd'hui faire la gauche pour éviter une nouvelle crise financière

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/15068.pdf>

Fella, Tobias

### **Le spectre de la bombe allemande**

Pourquoi il est irresponsable d'évoquer une nucléarisation de la Bundeswehr

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/15069.pdf>

Allmendinger, Björn

### **Allemagne : comment l'extrême droite infiltre le monde du travail**

Conséquences de la mobilisation et des succès électoraux de l'extrême droite sur les instances de représentation des salariés en Allemagne

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14793.pdf>

Altissimo, Alice; Herz, Andreas; Schröer, Wolfgang

### **La mobilité des jeunes**

Un moyen de renforcer la société civile en Europe

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14718.pdf>

## LE CLIMAT: UN SUJET À RISQUE SUR LE PLAN ÉLECTORAL

Les dernières élections l'ont montré : tout le monde veut lutter contre le changement climatique, mais personne ne veut mettre la main à la poche



Si la lutte contre le réchauffement climatique est devenue un enjeu politique majeur pour une grande partie de la population, la taxe carbone demeure un sujet extrêmement sensible politiquement. Dans de nombreux pays, les expériences de taxe carbone se sont souvent soldées par des défaites électorales.



Impopulaire, la taxe carbone ne peut être acceptée que si elle est maintenue à un niveau modéré et intégrée à une réforme fiscale globale. En dépit des mécanismes de compensation envisagés, le principe même de cette taxe reste cependant controversé, comme en Allemagne par exemple. Ce scepticisme doit être pris en compte si l'on veut rassembler une majorité autour d'un projet de politique climatique efficace.



En complément de l'introduction progressive d'une taxe carbone modérée, la meilleure solution consiste en un large éventail de mesures qui doivent donner à la population des perspectives positives et concrètes. Il est à ce titre essentiel de parvenir à un consensus dans le domaine de la mobilité.